

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 1431

[S – C – 2000/29236]

31 MAI 2000. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'une part, et le Gouvernement de la République de Bulgarie, d'autre part, et les annexes, fait à Bruxelles le 8 octobre 1998 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'une part, et le Gouvernement de la République de Bulgarie, d'autre part, et les annexes, fait à Bruxelles le 8 octobre 1998, sortira son plein et entier effet en ce qui concerne la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 31 mai 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
Mme C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 1999-2000.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 73-1. — Rapport, n° 73-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 16 mai 2000.

—
Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'une part, et le Gouvernement de la République de Bulgarie, d'autre part

Le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'une part, et le Gouvernement de la République de Bulgarie, d'autre part, ci-après dénommés les Parties,

Se fondant sur les liens d'amitié et de coopération entre leurs citoyens, leur confiance et leur attachement communs aux valeurs de liberté, de démocratie, de justice et de solidarité;

Considérant le rapprochement constant entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part dont témoignent la signature et la mise en œuvre de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la République de Bulgarie d'autre part, fait à Bruxelles le 8 mars 1993, ainsi que le dialogue structuré;

Considérant que l'action de l'Union européenne est fondée sur les principes de la subsidiarité et du développement de la diversité culturelle européenne;

Considérant leur appartenance commune à la Francophonie;

Souhaitant développer au maximum les synergies entre programmes bilatéraux et multilatéraux;

Compte tenu

— de l'Accord de coopération culturelle entre le Royaume de Belgique et la République populaire de Bulgarie, fait à Bruxelles le 17 mai 1967;

— de l'Accord à long terme sur le développement de la coopération économique, industrielle, scientifique et technique entre l'UEBL et la République populaire de Bulgarie, signé à Sofia le 26 mars 1975;

— de la nouvelle situation constitutionnelle belge accordant aux Communautés et aux Régions la compétence de signer des traités internationaux dans les matières de leurs compétences exclusives,

Conviennent :

Article 1er

Se fondant sur les dispositions constitutionnelles de leur pays et respectant leurs obligations internationales et dans le cadre de l'Union européenne, les Parties développent entre elles une coopération globale, sur une base non discriminatoire par rapport aux tiers, visant à établir des relations étroites porteuses de retombées concrètes sur le plan économique, social et culturel.

Art. 2

La Communauté française de Belgique et la République de Bulgarie entendent développer leur coopération dans l'ensemble des domaines relevant des compétences de la première nommée.

Art. 3

La Région wallonne et la République de Bulgarie entendent développer leur coopération dans l'ensemble des domaines relevant des compétences de la première nommée.

Art. 4

Dans les domaines relevant de leurs compétences, la coopération entre les Parties prend les formes suivantes :

- échange permanent d'informations,
- échange d'expériences et de personnes,
- octroi mutuel de bourses de stages, de recherche, de spécialisation ou d'été,
- conclusion d'accords particuliers ou techniques,
- collaboration directe entre institutions diverses (Chambres de commerce et d'industrie, entreprises, universités, associations, etc.),
- élaboration et réalisation de projets conjoints,
- transfert réciproque de technologies et de savoir-faire, notamment dans le domaine environnemental,
- promotion réciproque de produits et de services, organisation de rencontres professionnelles, séminaires, ateliers,
- promotion de partenariats inter-entreprises pour les petites et moyennes entreprises,
- création de sociétés mixtes,
- promotion de partenariats locaux.

Art. 5

Les Parties collaboreront dans le cadre des organisations internationales et supranationales, plus particulièrement les institutions européennes et de la Francophonie. Elles veilleront à utiliser toutes les possibilités offertes par ces institutions pour participer ensemble à des programmes de développement, et se considérant à cette fin comme des partenaires privilégiés.

Art. 6

Dans le but d'assurer le suivi et l'évaluation de l'exécution du présent Accord, les Parties créeront une Commission mixte permanente. Celle-ci se réunira en principe tous les deux ans, alternativement à Sofia, et en Wallonie ou à Bruxelles.

Cette Commission mixte pourra organiser des sous-commissions permanentes, chargées de gérer des matières spécifiques.

Art. 7

Pour la mise en œuvre du présent Accord, les Parties désignent les institutions suivantes :

- pour la Communauté française de Belgique : le Commissariat général aux Relations internationales;
- pour la Région wallonne : l'Administration des Relations internationales;
- pour la République de Bulgarie : le Ministère des Affaires étrangères.

Art. 8

Les Ministres responsables pour l'application du présent Accord, ainsi que les Ministres sectoriellement compétents, se rencontreront à intervalles réguliers pour évaluer la coopération en cours et lui donner, le cas échéant, de nouvelles orientations.

Art. 9

Les Parties mettront tout en œuvre pour assurer l'intégration à part entière de la République de Bulgarie à l'Union européenne.

Art. 10

Le présent Accord est conclu pour une période de cinq (5) ans et il est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de deux (2) ans.

Chacune des Parties peut le dénoncer, avec un préavis minimal de six (6) mois avant l'échéance, par la voie d'une notification écrite aux autres Parties.

En cas de dénonciation, les Parties veillent à achever tous les projets conjoints entrepris dans le cadre et l'esprit du présent Accord.

Art. 11

Le présent Accord entrera en vigueur le jour où les Parties se seront, chacune pour ce qui la concerne, notifié l'accomplissement de la procédure juridique interne prescrite.

Fait à Bruxelles, le 8 octobre 1998, en trois exemplaires originaux, chacun en langue française et en langue bulgare, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la Communauté française de Belgique :

W. ANCIEN

Pour le Gouvernement wallon :

W. ANCIEN

Pour le Gouvernement de la République de Bulgarie :

N. MIHAYLOVA

Annexe I

**Compétences de la Communauté française de Belgique
(à la date de la signature)**

- Les matières culturelles :
- * la défense et l'illustration de la langue;
- * les beaux-arts;
- * le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques, culturelles, à l'exclusion des monuments et des sites;
- * les bibliothèques, discothèques et services similaires;
- * la radiodiffusion et la télévision;
- * le soutien à la presse écrite;
- * la politique de la jeunesse;
- * l'éducation permanente et l'animation culturelle;
- * l'éducation physique et la vie en plein air;
- * la formation préscolaire dans les préguardiennats;
- * la formation postscolaire et parascolaire;
- * la formation artistique;
- * la formation intellectuelle, morale et sociale;
- * la promotion sociale;
- * la reconversion et le recyclage professionnels.
- L'enseignement : de la maternelle à l'université.
- L'emploi des langues : dans l'administration, l'enseignement et les entreprises.
- Les matières personnalisables :
- * la santé (prévention);
- * l'aide aux personnes (politique familiale, protection de la jeunesse, aide sociale aux détenus).
- La recherche scientifique.
- La coopération internationale : pour les matières de compétence communautaire.

Annexe II

**Compétences de la Région wallonne
(à la date de la signature)**

- L'aménagement du territoire, notamment :
- * aménagement du territoire, urbanisme et rénovation urbaine;
- * rénovation des sites d'activité économique désaffectés;
- * les monuments et les sites.
- L'environnement et la politique de l'eau, notamment :
- * protection de l'environnement, notamment celle du sol, du sous-sol, de l'eau et de l'air;
- * politique de déchets;
- * production et distribution d'eau, y compris la réglementation technique relative à la qualité de l'eau potable, l'épuration des eaux usées et l'égouttage;
- La rénovation rurale et la conservation de la nature, notamment :
- * la rénovation rurale;
- * la protection et la conservation de la nature;
- * les zones d'espaces verts, de parcs, etc.;
- * les forêts;
- * la chasse, la pêche fluviale et la pisciculture;
- * l'hydraulique agricole et les cours d'eau non-navigables;
- * le démergement;
- * les polders et les wateringues.
- Le logement.
- La politique agricole, notamment :
- * l'application des mesures européennes en matière de politique structurée européenne (aide spécifique à l'agriculture dans les régions défavorisées et développement rural);
- * les aides aux entreprises agricoles;
- * la politique de promotion, etc.
- L'économie, notamment :
- * la politique économique (expansion économique, PME, innovation, restructuration et initiative industrielle publique);
- * la politique des débouchés et des exportations (hors garantie des risques à l'exportation et à l'investissement et coordination fédérale);
- * les richesses naturelles;
- * le tourisme (politique, investissement et promotion).
- La politique de l'énergie, notamment :
- * distribution et transport local d'électricité (70 000 volts) et de gaz;

- * utilisation du grisou et du gaz hauts fourneaux;
- * énergies nouvelles (hors nucléaire);
- * récupération d'énergie;
- * utilisation rationnelle de l'énergie.
- La politique de l'emploi et de la formation professionnelle, notamment :
 - * le placement des travailleurs;
 - * les programmes de remise au travail;
 - * l'application des normes concernant l'occupation des travailleurs étrangers;
 - * la formation et le recyclage professionnels.
- Les travaux publics et le transport, en ce qui concerne :
 - * les routes, les voies hydrauliques, les ports et leurs dépendances;
 - * les digues et les défenses côtières;
 - * les aéroports et aérodromes publics, à l'exception de Bruxelles-National;
 - * le transport en commun, urbain et vicinal, etc.;
 - * les transports scolaires.
- L'action sociale et la santé :
 - * aide sociale;
 - * politique d'accueil et d'intégration des immigrés;
 - * politique des handicapés;
 - * politique familiale et du 3^e âge;
 - * programmation, agrément et subsidiation des institutions de soins.
- La recherche scientifique : pour les matières de compétence régionale.
- Le tourisme.
- Les infrastructures sportives.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 1431

[C — 2000/29236]

31 MEI 2000. — **Decreet tot goedkeuring van het samenwerkingsakkoord tussen de Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Waalse Regering, enerzijds, en de Regering van de Republiek Bulgarije, anderzijds, en de bijlagen, opgemaakt te Brussel op 8 oktober 1998 (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapsregering van België en de Waalse Regering, enerzijds, en de Regering van de Republiek Bulgarije, anderzijds, en de bijlagen, gedaan te Brussel op 8 oktober 1998, zal geheel in werking treden wat betreft de Franse Gemeenschap.

Verkondigen onderhavig decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 31 mei 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan ONE,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,
Mevr. C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,
W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 1999-2000.*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 73-1. — Verslag, nr. 73-2.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming. Zitting van 16 mei 2000.

**Samenwerkingsakkoord tussen de Regering van de Franse Gemeenschap van België
en de Waalse Regering, enerzijds, en de Regering van de Republiek Bulgarije, anderzijds**

De Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Waalse Regering, enerzijds, en de Regering van de Republiek Bulgarije, anderzijds, hierna de Partijen genoemd,

Zich baserend op de vriendschaps- en samenwerkingsbanden tussen de onderlinge burgers, op het vertrouwen en op de gemeenschappelijke getrouwheid aan vrijheid, democratie, justitie en solidariteit;

Overwegende de constante toenadering tussen de Europese Unie en haar Lidstaten enerzijds, en de Republiek Bulgarije, anderzijds, waarvan blijke de ondertekening en uitvoering van het Europees akkoord houdende het verbond tussen de Europese Gemeenschappen en haar Lidstaten, enerzijds, en de Republiek Bulgarije, anderzijds, gedaan te Brussel op 8 maart 1993, alsook de gestructureerde dialoog;

Overwegende dat de handeling van de Europese Unie gegrond is op het subsidiariteitsbeginsel en het principe van de Europese culturele verscheidenheid;

Overwegende hun gezamenlijke aanhorigheid tot de Francofonie;

Ernaar strevend de samenwerking tussen bilaterale en multilaterale programma's zo veel mogelijk te versterken;

Rekening houdend

— met het Cultureel Samenwerkingsakkoord tussen het Koninkrijk België en de Volksrepubliek Bulgarije, gedaan te Brussel op 17 mei 1967;

— met het langetermijnaakkoord over de ontwikkeling van de economische, industriële en technische samenwerking tussen de BLEU en de Volksrepubliek Bulgarije, ondertekend te Sofia op 26 maart 1975;

— met de nieuwe Belgische Grondwet waarbij de Gemeenschappen en Gewesten bevoegd zijn om internationale verdragen te ondertekenen wat betreft hun exclusieve bevoegdheden;

Komen overeen :

Artikel 1

Op grond van hun respectieve grondwettelijke bepalingen en met eerbied voor hun internationale verbintenissen en in het raam van de Europese Unie, brengen de Partijen onderling een globale samenwerking tot stand, zonder enige discriminatie daarbij ten aanzien van derden en met het oog op een nauwe betrekkingen die ten goede komen aan de economie, het maatschappelijk leven en de cultuur.

Art. 2

De Franse Gemeenschap van België en de Republiek Bulgarije willen hun samenwerking uitbouwen in alle domeinen waarvoor eerstgenoemde bevoegd is.

Art. 3

Het Waals Gewest en de Republiek Bulgarije willen hun samenwerking uitbouwen in alle domeinen waarvoor eerstgenoemde bevoegd is.

Art. 4

In de domeinen die ressorteren onder hun bevoegdheden geschiedt de samenwerking tussen de Partijen op volgende wijze :

- permanente informatieuitwisseling,
- uitwisseling van ervaringen en personen,
- wederzijdse toekenning van stage-, onderzoeks-, specialisatie- of zomerbeurzen,
- het sluiten van bijzondere of technische akkoorden,
- rechtstreekse samenwerking tussen verscheidene instellingen (kamers van koophandel en nijverheid, universiteiten, bedrijven, verenigingen, enz.),
- uitwerking en uitvoering van gezamenlijke projecten,
- wederzijdse overdracht van technologieën en knowhow, meer bepaald op het vlak van leefmilieu,
- wederzijdse promotie van producten en diensten, organisatie van ontmoetingen tussen beroepsmensen, van seminars, van workshops,
- bevordering van partnerschapsverbanden tussen bedrijven (voor de K.M.O.'s),
- oprichting van gemengde bedrijven,
- promotie van plaatselijke partnerschapsverbanden.

Art. 5

De Partijen zullen samenwerken in het raam van internationale en supranationale organisaties, meer bepaald de Europese instellingen en deze van de Francofonie. Zij zullen alle door deze instellingen aangeboden kansen aanreiken om gezamenlijk deel te nemen aan ontwikkelingsprogramma's en beschouwen zich in dit opzicht als bevoorrechte partners.

Art. 6

Voor de opvolging en de evaluatie van de uitvoering van onderhavig Akkoord, richten de Partijen een vaste gemengde Commissie op die in principe iedere drie jaar beurtelings vergadert in Sofia en in Wallonië of Brussel.

Deze Commissie kan vaste subcommissies in het leven roepen die zich bezighouden met specifieke aangelegenheden.

Art. 7

Voor de uitvoering van onderhavig Akkoord duiden de Partijen de volgende instellingen aan :

- voor de Franse Gemeenschap van België : het "Commissariat général aux relations internationales" (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen);
- voor het Waals Gewest : het bestuur voor internationale betrekkingen;
- voor de Republiek Bulgarije : het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Art. 8

De Ministers die verantwoordelijk zijn voor de toepassing van dit Akkoord alsook de sectoraal bevoegde Ministers komen op regelmatige tijdstippen bijeen om de lopende samenwerking te evalueren en desgevallend tot nieuwe koerswijzigingen te beslissen.

Art. 9

De Partijen zullen alles in het werk stellen opdat de Republiek Bulgarije volwaardig integreert in de Europese Unie.

Art. 10

Onderhavig Akkoord wordt gesloten voor een termijn van vijf (5) jaar en wordt stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende periodes van twee (2) jaar.

Elk van de Partijen kan het Akkoord schriftelijk opzeggen, mits een vooropzeg van minstens zes (6) maanden voor het verstrijken van desbetreffende periode dewelke wordt betekend aan de andere Partijen.

In geval van opzeg moeten de Partijen alle door hen opgestarte gezamenlijke projecten in het raam en de geest van onderhavig Akkoord voltooien.

Art. 11

Onderhavig Akkoord treedt in werking op de dag dat de Partijen, ieder wat hem betreft, meegedeeld hebben dat de voorgeschreven interne procedure voltooid is.

Gedaan te Brussel, op 8 oktober 1998, in drie rechtsgeldige originele exemplaren, elkeen opgesteld in het Frans en het Bulgaars.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap van België :

W. ANCION

Voor de Waalse Regering :

W. ANCION

Voor de Regering van de Republiek Bulgarije :

N. MIHAYLOVA

—

Bijlage 1

**Bevoegdheden van de Franse Gemeenschap van België
(op datum van de ondertekening)**

— De culturele aangelegenheden :

- * de bescherming en illustratie van de taal;
- * de schone kunsten;
- * het cultureel erfgoed, de musea en de andere wetenschappelijke, culturele instellingen, met uitzondering van de monumenten en landschappen;
- * de bibliotheken, discotheken en gelijkaardige diensten;
- * radio en televisie;
- * de ondersteuning van de geschreven pers;
- * het jeugdbeleid;
- * de permanente opvoeding en culturele animatie;
- * de lichamelijke opvoeding en openluchtactiviteiten;
- * de voorbereiding op school in de peuterspeelzalen;
- * de post- en parascolaire opleiding;
- * de artistieke vorming;
- * de intellectuele, morele en sociale vorming;
- * de sociale promotie;
- * de beroepsomscholing en -bijscholing;
- Het onderwijs : van peuterschool tot universiteit.
- Het taalgebruik : in bestuurszaken, in het onderwijs en in de bedrijven.
- De persoonsgebonden aangelegenheden :
 - * de gezondheid (preventie);
 - * bijstand aan personen (gezinsbeleid, jeugdbescherming, sociale bijstand aan gevangenen).
 - Het wetenschappelijk onderzoek.
 - De internationale samenwerking : voor aangelegenheden waarvoor de gemeenschap bevoegd is.

Bijlage 2

**Bevoegdheden van het Waals Gewest
(op datum van de ondertekening)**

- De ruimtelijke ordening, met name :
 - * ruimtelijke ordening, stedenbouw en stadsvernieuwing;
 - * renovatie van verlaten bedrijfsruimten;
 - * de monumenten en landschappen.
- Het leefmilieu en het waterbeleid, met name :
 - * bescherming van het leefmilieu, met name van de bodem, de ondergrond, het water en de lucht;
 - * afvalbeleid;
 - * waterproductie en -distributie, met inbegrip van de technische regelgeving aangaande de kwaliteit van drinkwater, de zuivering van afvalwater en de afwatering;
- De landschapsrenovatie en het natuurbehoud, met name :
 - * de landschapsrenovatie;
 - * de natuurbescherming en het natuurbehoud;
 - * de groene ruimten, de parken, enz.;
 - * de bossen;
 - * de jacht, de riviervisserij en de viskwekerij;
 - * de waterwegen voor landbouwdoeleinden en de niet-bevaarbare waterwegen;
 - * de drooglegging;
 - * de polders en de afwatering.
- De huisvesting.
- Het landbouwbeleid, met name :
 - * de toepassing van de Europese maatregelen betreffende het Europees gestructureerd beleid (specifieke hulp aan de landbouwsector in arme regio's en landbouwontwikkeling);
 - * de hulpverlening aan landbouwbedrijven;
 - * het promotiebeleid, enz.
- De economie, met name :
 - * het economisch beleid (economische expansie, KMO, innovatie, herstructurering en initiatieven van overheidsbedrijven);
 - * het beleid op het vlak van de afzetmogelijkheden en de uitvoer (de risico's bij uitvoer en investering en federale coördinatie buiten beschouwing gelaten);
 - * de natuurlijke rijkdommen;
 - * het toerisme (beleid, investering en promotie).
- Het energiebeleid, met name :
 - * distributie en plaatselijk vervoer van electriciteit (70.000 volt) en gas;
 - * gebruik van mijngas en gas van hoogovens;
 - * nieuwe energie (nucleaire energie uitgezonderd);
 - * energierecuperatie;
 - * rationeel energieverbruik.
- Het beleid inzake tewerkstelling en beroepsopleiding, met name :
 - * het tewerkstellen van werknemers;
 - * de wedertewerkstellingsprogramma's;
 - * de toepassing van de normen inzake de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;
 - * de beroepsopleiding en -bijscholing.
- De openbare werken en het vervoer, met name wat betreft :
 - * de wegen, de waterwegen, de havens en hun aanhorigheden;
 - * de dijken en kustverdedigingen;
 - * de openbare luchthavens en vliegterreinen, met uitzondering van Brussel-Nationaal;
 - * het openbaar, stedelijk en buurtvervoer, enz.;
 - * het schoolvervoer.
- De sociale actie en de gezondheid :
 - * sociale bijstand;
 - * opvang- en integratiebeleid van immigranten;
 - * gehandicaptenbeleid;
 - * gezins- en bejaardenbeleid;
 - * programmatie, erkenning en subsidiëring van verzorgingsinstellingen.
- Het wetenschappelijk onderzoek : voor de gewestelijke bevoegdheden.
- Het toerisme.
- De sportinfrastructuren.